



Parti communiste français

66



**Le Secrétaire fédéral,
membre du Comité exécutif national.**

Perpignan le 25 septembre 2007

Monsieur le Président de la République,

Hier, mardi, à l'occasion d'une réunion du Conseil municipal de Perpignan, Monsieur Jean-Marc Pujol, Adjoint, s'est livré à une assimilation monstrueuse entre les communistes et les nazis. L'ordre du jour portait sur le projet controversé de la construction d'un « Centre de documentation de la présence française en Algérie ». L'élu chargé du dossier a osé cet amalgame qui heurte l'esprit, brise la raison et souille la mémoire de celles et ceux qui, dans la diversité de leurs convictions et de leurs origines, sont tombés pour la France. Nous sommes ici au pays de Rose Blanc, de Joséphine et Francine Sabaté, de Louis Torcatis, de Julien Panchot et de tant d'autres martyrs.

Le Maire, Sénateur des Pyrénées-Orientales a interrompu la séance avant de la reprendre une demi-heure après.

Au nom du Parti communiste français, j'exige des excuses publiques.

J'en appelle à votre Autorité. Sans cela en effet, comment l'élu coupable de ces propos ignominieux et le premier édile de la ville qui ne les a pas condamnés, pourraient le 22 octobre prochain accomplir l'acte dont vous avez pris l'initiative devant tout le pays et lire aux lycéens, la lettre du jeune résistant communiste Guy Môquet, dont le sacrifice suprême témoigne de ce qui fait que la France est la France.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma considération respectueuse.

Richard Sanchez.